

Informations de base	
2022/2650(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur les menaces pesant sur la stabilité, la sécurité et la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel Subject 6.10.05 Maintien de la paix, missions humanitaires, gestion des crises 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général 6.40.07 Relations avec les pays d'Afrique	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
04/05/2022	Débat en plénière		
05/05/2022	Décision du Parlement	T9-0203/2022	Résumé

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2650(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0255/2022	02/05/2022	
Proposition de résolution		B9-0256/2022	02/05/2022	
Proposition de résolution		B9-0257/2022	02/05/2022	
Proposition de résolution		B9-0258/2022	02/05/2022	
Proposition de résolution		B9-0259/2022	02/05/2022	
Proposition de résolution		B9-0260/2022	02/05/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0203/2022	05/05/2022	Résumé

Résolution sur les menaces pesant sur la stabilité, la sécurité et la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel

2022/2650(RSP) - 05/05/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur les menaces pesant sur la stabilité, la sécurité et la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, ECR, et députés.

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest jouent **un rôle crucial pour la sécurité et la stabilité de l'ensemble du continent africain**. La situation sécuritaire dans ces régions s'est fortement détériorée ces dernières années, présentant une menace pour la stabilité régionale et internationale. **La violence au Sahel n'a cessé d'augmenter** depuis la chute du régime de Kadhafi en Libye en 2011 et, par conséquent, est l'une des régions les plus touchées par la prolifération des armes légères illicites.

En outre, les menaces combinées de la pauvreté, du manque d'accès aux services sociaux de base, du changement climatique, des groupes armés terroristes, de la montée de la violence intercommunautaire pour les terres et les ressources, de l'insécurité alimentaire, du déplacement des personnes et de la violence sexiste ont abouti à un contexte complexe d'instabilité et d'insécurité.

Malgré les nombreux efforts de maintien de la paix déployés par les pays du Sahel et la communauté internationale, la situation dans la région reste très volatile, les groupes terroristes, notamment les terroristes islamistes affiliés à Daech tels que Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), ont renforcé leur présence dans la région. Cette situation a entraîné le déplacement forcé de plus de 7,7 millions de personnes dans sept pays du Sahel.

Le Parlement a condamné fermement la violence et les pertes de vies humaines en Afrique de l'Ouest et dans la région sahélienne, y compris les abus commis dans le cadre d'opérations militaires, et exprimé son inquiétude face à l'instabilité accrue au Sahel, qui compromet la sécurité et la stabilité des pays concernés et qui a de profondes conséquences régionales et internationales. Il a reconnu que **la situation sécuritaire au Sahel reste un énorme défi** et que de nombreux civils souffrent d'un manque de sécurité et sont victimes d'attaques terroristes.

La résolution a réaffirmé que toute coopération politique et de sécurité à long terme avec les acteurs de l'UE nécessitera **un calendrier réaliste de retour à la démocratie**, prévoyant des étapes claires et mesurables. Elle a rappelé qu'une transition et une réforme démocratiques véritables doivent être menées par des civils et permettre la participation pleine et active des organisations de la société civile, des femmes, des jeunes et des partis d'opposition.

Le Parlement a recommandé ce qui suit :

- l'UE et les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devraient renforcer la coordination de l'assistance en matière de sécurité, de développement, d'aide humanitaire et de soutien à la démocratie afin de garantir une approche intégrée de la paix et de la sécurité pour un développement durable dans toute la région;
- le **G5 Sahel** devrait devenir pleinement opérationnel et les États membres de l'Union devraient coopérer étroitement avec le groupe à cet égard au travers du renforcement des capacités financières, de l'échange d'équipements militaires et de formations efficaces aux opérations militaires et civiles;
- l'UE devrait adapter ses investissements et sa coopération au développement pour **s'attaquer aux causes profondes du terrorisme et de l'insécurité**;
- le soutien financier et l'**aide humanitaire** devraient être accrus pour répondre aux besoins urgents des populations touchées;
- l'Union et ses États membres devraient tirer parti de la **politique de lutte contre la corruption** en renforçant les capacités en ce qui concerne les infractions reconnues comme des crimes écologiques par l'Union européenne, Interpol et le programme des Nations unies pour l'environnement.

La résolution a souligné que, malgré la persistance des problèmes de sécurité, des progrès ont été réalisés dans la lutte contre les groupes islamistes armés. Elle a condamné la présence croissante du groupe russe Wagner, soutenu par le Kremlin, au Sahel. Les députés ont appelé tous les pays qui coopèrent ou envisagent de coopérer avec le Groupe Wagner à tenir compte de l'évolution de la situation en Ukraine, où le régime russe mène une guerre brutale et inhumaine en violation flagrante du droit international.